Conclusion
Comprendre, évaluer et accompagner : l'approche territoriale en question

René Poccard-Chapuis, Guillaume Duteurtre,
Jacques Lasseur, Koffi Alinon

Élevages et pâturages sous tension

Cet ouvrage débute en posant sur l'élevage un constat sobre mais cinglant : depuis peu, presque soudainement, l'activité s'est trouvée à la croisée d'un grand nombre des tensions, récentes mais profondes, qui ébranlent nos sociétés. Dans les crises climatiques, sanitaires, alimentaires, environnementales, migratoires, l'élevage est directement impliqué. Et donc remis en cause.

Les premières pages de l'ouvrage listent les multiples controverses imputées aux éleveurs, certaines débouchant parfois sur des brutalités, voire des violences. Cet état de fait souligne à quel point il est urgent que l'information scientifique puisse pleinement jouer son rôle. Non pas en indiquant ce qui est bon ou mauvais, ou en militant pour une initiative ou une autre. Mais en enrichissant par des connaissances avérées et originales le regard de ceux qui, face aux controverses et problématiques d'élevage, doivent prendre des décisions, formuler des plaidoyers, choisir leurs positionnements, former leurs opinions, ou transmettre des savoirs.

Les auteurs de cet ouvrage ont en commun d'avoir choisi, pour informer le débat, d'analyser les problématiques d'élevage par une approche territoriale. Cela peut paraître paradoxal, dans la mesure où la plupart des controverses imputées à l'élevage sont au contraire globales. Mais les chercheurs constatent que la réalité fonctionnelle des élevages, au contraire des controverses, est très locale. Les élevages, à travers le monde, sont fruits de multiples héritages culturels, génétiques, sociaux, fruits aussi de conditions climatiques, topographiques, logistiques, spécifiques en chaque lieu. Si c'est bien à l'échelle du territoire que se matérialisent les problématiques d'élevage, c'est là aussi que les controverses, fussent-elles globales, prennent tout leur sens, trouvent leurs arguments et leurs solutions. Chacun des chapitres du livre illustre cet état de fait.

Les auteurs ont choisi de ne pas traiter l'élevage dans son ensemble, mais de cibler l'élevage dit « au pâturage », ce qui inclut l'élevage « pastoral » ou « agropastoral ». Mais à l'exclusion des élevages intensifs, industriels ou hors-sol : dans ces systèmes, les liens au territoire sont plus artificiels, puisqu'ils ne mobilisent ni la

profondeur historique, sociale et culturelle des territoires, ni même la géographie des aptitudes et usages des sols. Focaliser l'analyse sur l'élevage d'espèces herbivores, ruminantes, dont les animaux prélèvent une grande partie de leur alimentation sur des pâturages, prairies et parcours, est un choix d'autant plus cohérent qu'il concerne les deux tiers des terres agricoles dans le monde (FAO, 2024[64]), et le plus grand nombre de familles, en particulier dans les pays tropicaux et méditerranéens.

Pour conclure cet ouvrage[65], voyons ce que nous apporte cette succession de regards scientifiques, portant sur des territoires d'élevages au pâturage choisis pour leur diversité, dans le monde tropical et méditerranéen ?

L'approche territoriale démêle les tensions et opportunités auxquelles font face les éleveurs

C'est une confirmation, illustrée par de multiples exemples : ce qui fait sens ici ne le fait pas ailleurs. En confortant cette affirmation comme une évidence, et non plus comme l'hypothèse annoncée en introduction, les auteurs apportent une leçon importante pour gérer les controverses en élevage. Celles-ci tendent immanquablement à généraliser les problèmes aussi bien que les solutions, et c'est un piège pour le décideur, le gestionnaire, le professeur.

Pour appréhender les multiples ressorts et contraintes des élevages dans leurs territoires, chaque cas d'étude apporte un éclairage spécifique. Les auteurs nous montrent par l'exemple combien les controverses et les atouts de l'élevage au pâturage prennent des formes contrastées dans les territoires du monde tropical et méditerranéen. Il y assume des fonctions différentes, valorise des milieux différents, repose sur des pratiques différentes.

Au-delà des controverses, les auteurs soulignent que dans tous ces territoires, l'élevage présente aussi des potentiels de progrès, des qualités méconnues, y compris dans le champ des critiques qui lui sont adressées. Autour du recyclage des biomasses et de la circularité, autour des complémentarités entre espaces hétérogènes, autour du cycle du carbone, autour de la restauration des paysages et de la biodiversité, autour de l'inclusion sociale et des organisations collectives capables de coordonner les acteurs territoriaux, autour des possibilités d'échanges marchands ou non marchands de produits et services : dans tous ces domaines, des marges de progrès sont avérées quand elles sont appréhendées à l'échelle du territoire. Les auteurs pointent également les éventuels facteurs qui peuvent réprimer

64. FAO (2024). Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Annuaire en ligne des statistiques agricoles. https://www.fao.org/statistics/fr

65. Cette conclusion a bénéficié de la contribution de plusieurs coauteurs de l'ouvrage qui ont participé à un atelier de synthèse en juillet 2024 : Irène Carpentier, Lucile Garçon, Charlotte Hemingway, Anne Lauvie, Sergio Magnani, Tiago Siqueira, Fabien Stark.

ces potentiels, tels que les questions identitaires ou ethniques, la marginalisation des territoires, ou encore des facteurs culturels. Que l'élevage puisse apporter des solutions aux controverses dont il est l'objet, c'est aussi un apport indéniable et richement illustré de l'ouvrage, un point qui peut enrichir les débats plus globaux.

L'approche territoriale permet aussi d'appréhender les tensions entre activités. La question des usages multiples d'espaces pâturables, ou *a contrario* d'un usage privilégié, est un sujet récurrent au long des chapitres. Derrière cette question d'accès aux ressources se joue la place des éleveurs dans la société locale. Car il apparaît bien au travers des études de cas que les groupes constitués autour de l'élevage au pâturage ne sont pas toujours en situation pour faire valoir leurs intérêts. On voit ici toute l'importance que revêt la production de narratifs sur l'activité d'élevage, et l'existence d'espaces d'expression pour que les parties prenantes puissent effectivement contribuer à la délibération publique.

Autre élément crucial de cette conclusion : les attentes autour du métier d'éleveur ont évolué de manière soudaine, parfois brutale, et toujours profonde. En l'espace d'une génération a surgi une gamme toujours plus large de remises en cause et d'injonctions liées à de nouveaux enjeux sociétaux. Les auteurs nous montrent que les éleveurs n'ont pas toujours de prise sur ces nouveaux déterminants et manquent parfois du recul suffisant pour les appréhender. Les éleveurs, confrontés à ces bouleversements successifs, éprouvent une situation d'inconfort quant au sens de leur métier. Leurs interlocuteurs peinent aussi à formuler les nouvelles valeurs et orientations qu'ils pourraient souhaiter pour ce métier, même si des lignes directrices émergent, par exemple autour des circuits courts et de la circularité. Ces tendances sont bien sûr nourries par les fonctions de production de biens alimentaires. Mais nos études de cas mettent également en évidence la régulation du climat ou des ressources hydriques, la protection de la biodiversité, la lutte contre la pauvreté, le bien-être animal, l'éthique professionnelle et plus globalement les relations société-environnement. Nous avons pu montrer que cette multifonctionnalité est particulièrement prégnante et porteuse d'initiatives dans les territoires d'élevage au pâturage.

Pour gérer au mieux ces tensions territoriales, pour éviter aussi un risque de « dilution » du monde professionnel de l'élevage dans un ensemble d'interlocuteurs et de problématiques qui deviendrait trop vaste, il conviendrait d'instituer ce cadre territorial de l'élevage au pâturage. Un tel cadre pourrait s'appuyer sur un corpus de connaissances issues de démarches d'évaluation et conduire alors des modalités d'actions. On peut présupposer que cette perspective est non seulement une source de dynamisation de ces formes particulières d'élevage, mais aussi plus généralement une source de renouveau pour l'élevage en général, y compris donc dans ses formes industrielles, intensives ou hors-sol.

Le cadre territorial renouvelle les démarches d'évaluation et les rapproche de la gouvernance

Pour progresser vers ces potentiels de l'élevage au pâturage dans les territoires, les auteurs ont montré que l'évaluation et la gouvernance sont deux ressorts cruciaux et complémentaires. Les deux parties de l'ouvrage leur sont consacrées successivement, mais chaque chapitre insiste sur les complémentarités entre les deux, montre dans tous les territoires que l'une et l'autre sont plus efficaces quand elles sont conçues et conduites ensemble, en interaction. De fait, les acteurs des territoires gagnent à s'appuyer sur des évaluations cohérentes pour décider en connaissance de cause. Et pour remplir cette vocation informative, les évaluations gagnent à s'adapter aux organisations, aux conditions, aux attentes du territoire considéré. L'évaluation est ainsi nettement enrichie par le focus territorial.

Un premier apport crucial est celui de révéler l'ancrage des pratiques et des systèmes d'élevage qui seront évalués. En s'attachant d'abord à comprendre leurs origines, évolutions et connexions avec d'autres acteurs territoriaux, l'évaluation se donne les moyens de mieux identifier les caractéristiques qui feront sens dans les processus qu'elle devra appréhender. Cette démarche prend ses distances avec les approches standardisées et génériques sur lesquelles les évaluateurs se reposent parfois. À partir de cet exercice d'adaptation, l'évaluateur caractérise notamment le contour et le contenu des fonctions spécifiques qu'assume l'élevage dans son territoire.

Un regard transversal sur l'ensemble des chapitres du livre nous montre six fonctions de l'élevage dans son territoire. Elles ne concernent pas chacun des territoires, et demeurent spécifiques et contextualisées. Dès lors, les critères pertinents et les indicateurs qui font sens pour les informer sont eux aussi spécifiques. C'est le cœur du travail d'évaluation dans les territoires : identifier les bons critères, les indicateurs les plus pertinents et les méthodes de mesure les plus adaptées.

Ces fonctions sont les suivantes :

- générer des aliments et des matières premières sans risque sanitaire, de manière la plus autonome possible ;
- générer du capital, des emplois, des revenus et de la force de travail de manière équitable ;
- réguler les flux de biomasses et de nutriments et promouvoir les économies circulaires ;
- réguler le cycle du carbone et des gaz à effet de serre pour prendre en compte le changement climatique et ne pas aller dans le sens de son aggravation ;
- préserver les espaces, les sols et les ressources en eau, et favoriser la biosécurité et la biodiversité ;
- porter une identité culturelle et participer à la consolidation d'un patrimoine local.

Sur un plan plus technique, l'évaluation de l'élevage dans son territoire, et non pas seulement dans la ferme, présente aussi des avantages décisifs au regard des controverses qui lui sont imputées. Conduite avec ce prisme territorial, l'évaluation appréhende mieux la gestion de flux entre les composantes écologiques et économiques concernées par l'élevage : recyclages de nutriments et sous-produits, transports, substitutions, nouvelles fonctions, services écosystémiques produits ou affectés. Établir ce panorama aide alors à identifier et à renforcer des complémentarités, à réaliser des économies, et à créer de nouvelles opportunités au-delà du secteur élevage, par exemple dans le sens de la circularité. Sous réserve de promouvoir des formes organisationnelles locales renforçant ces interactions, il s'agit d'options majeures en termes de contribution à l'adaptation au changement climatique et à la transition agroécologique.

L'approche territoriale : limites et perspectives

La troisième partie de l'ouvrage, qui propose l'analyse transversale des chapitres concernant les deux thèmes de l'évaluation et de l'accompagnement, montre que l'approche territoriale ne se suffit pas à elle-même.

Elle ne peut s'affranchir d'analyses portant sur des objets plus fins, en particulier dans les champs de l'évaluation ou de l'amélioration des techniques. Sans lesquelles elle resterait superficielle et pourrait avoir du mal à sortir des discours pour s'ancrer dans des faits, compréhensibles et appropriables par les éleveurs.

À l'inverse, l'approche territoriale doit aussi se raccrocher à des échelles d'analyse ou d'actions plus amples, telles que les dimensions nationales où s'élaborent les politiques macroéconomiques, ou les dimensions internationales où se joue l'organisation des filières longues. À défaut, l'approche territoriale risque de ne pas parvenir à identifier les bons leviers pour peser sur les décisions, de perdre des opportunités, ou de se limiter à décrire des trajectoires « de niche ». Une approche territoriale trop circonscrite risque encore d'enfermer les éleveurs dans des visions autocentrées, sans leur permettre de s'ouvrir à la compréhension de controverses plus globales.

Enfin, le défi des approches territoriales réside dans leur appropriation par les sphères non territorialisées. Comment faire remonter les expériences, résultats et autres acquis territoriaux vers les niveaux nationaux ou internationaux des politiques publiques, vers les filières régionales ou les filières longues du secteur privé ? Comment gagner en reconnaissance ? Comment faire « remonter » des chiffres susceptibles de peser, d'influencer les politiques nationales ? Comment contribuer aux simulations globales comme celles du Giec ? Si une montée en généricité à des échelles plus amples que celle du territoire est envisageable, ce n'est pas tant dans les contenus qui sont par définition contrastés, mais plutôt dans les méthodes ou démarches ; c'est ce principe qui guide la structuration de cet ouvrage.

Mais les défis du changement d'échelle ne peuvent être résolus par une réplication à l'échelle supérieure de ce qui se passe à une échelle inférieure. Il importe que chaque niveau reste dans ses compétences et ses attributions. En revanche, il est possible que les différents niveaux intègrent les règles et logiques de fonctionnement des autres. Que l'évaluation territoriale prenne en compte les controverses nationales pour adapter des indicateurs et y apporter ses réponses locales. Et à l'inverse, il est aussi possible que les politiques nationales parviennent à intégrer des paramètres d'adaptation à la diversité des territoires. Que les filières puissent valoriser les ressources spécifiques de chaque territoire, plutôt que d'homogénéiser indéfiniment les procédés.

Dans cet ouvrage, nous avons peu abordé l'accompagnement de chaînes de valeur valorisant des produits spécifiques de ces élevages, qui mériteraient des développements particuliers. De tels développements sectoriels et de filières gagneront certainement à considérer l'inscription des élevages dans le territoire, dans les transformations des sociétés locales.

La richesse des analyses et des apports de chaque chapitre, en particulier face aux controverses qui secouent le monde de l'élevage, démontre l'intérêt des dispositifs de recherche en partenariat pour accompagner les acteurs à l'échelle des territoires : *Living Lab*[66], plateformes d'innovation, comités locaux de concertation, etc. D'une part, les auteurs de plusieurs chapitres ont montré que dans le cadre de ces dispositifs, la recherche avait cette capacité à produire des informations actualisées et crédibles, enracinées dans la diversité des réalités vécues sur le terrain, et permettant d'alimenter à bon escient les opinions et décisions. D'autre part, ces dispositifs de recherche en partenariat sont aussi des laboratoires pédagogiques, autant en ce qu'ils illustrent de nouvelles attentes sociétales que pour imaginer, proposer puis mettre en œuvre des initiatives techniques et organisationnelles.

La circularité par l'intégration agriculture-élevage, l'atténuation du changement climatique par fixation de carbone dans les prairies, l'inclusion sociale par la concertation, la lutte contre la marginalisation des territoires sous l'effet par exemple de changements climatiques ou d'orientations politiques, ou la compréhension de l'impact des injonctions sociétales et des réglementations sur les activités d'élevage, sont autant de motifs pour instituer de nouveaux modes de gouvernance dans les territoires. Et pour cela, l'existence de territoires pilotes accompagnés par la recherche apporte beaucoup.

66. Dans les dispositifs de *Living Lab*, les habitants et usagers du territoire sont considérés comme des acteurs clés de recherche et d'innovation. L'objectif de tels dispositifs est de rapprocher les méthodes de recherche et de la réalité vécue dans les territoires.

Liste des sigles et acronymes utilisés

CGIAR : anciennement acronyme de Consultative Group on International Agricultural Research, soit Groupe consultatif pour la recherche agricole

DFCI : Défense des forêts contre les incendies

EROI : Energy Return on Investment, soit Retour sur investissement énergétique

ESS : économie sociale et solidaire

Fida : Fonds international de développement agricole

GABiR (projet) : Gestion agricole des biomasses à l'échelle de La Réunion

GASL : Agenda mondial pour un élevage durable

GDA : Groupement de développement agricole

GES : gaz à effet de serre

GJ : gigajoule

Giec : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (en anglais IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change)

LRDE : Laboratoire de recherche sur le développement de l'élevage

Maec : Mesures agro-environnementales et climatiques

Mercosul ou Mercosur : Marché commun du Sud

MRV : Monitoring, Reporting and Verification

MS : matière sèche

Odarc : Office du développement agricole et rural de la Corse

OS : organisme de sélection

Pac : Politique agricole commune

PIL : plateforme d'innovation lait de Dagana (Sénégal)

PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement

PRAPS : Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel

PRODEFIL : Projet de développement agropastoral et des filières associées (Médenine)

PRODESUD : Projet de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est

Recopa : Réseau de communication sur le pastoralisme (Burkina Faso)

Safer : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SAU : superficie agricole utilisée

SIG : systèmes d'information géographique

SMSA : Société mutuelle de services agricoles

UBT : unité de bétail tropical

Liste des auteurs

Véronique ALARY, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 5)

Koffi ALINON, Cirad, UMR Selmet, N'Djamena, Tchad (introduction, chapitres 7, 13, 14, conclusion)

Manon ALVANITAKIS, doctorante Ademe/Cirad, UMR Selmet, La Réunion, France (chapitre 1)

Chloé ARTIS, stagiaire INRAE, UMR Selmet, Institut Agro Montpellier (chapitre 11)

Mohamed Habibou ASSOUMA, Cirad, UMR Selmet, ISRA, Dakar, Sénégal (encadré 13.1)

Claire AUBRON, Institut Agro Montpellier, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 3)

Mélanie BLANCHARD, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 2)

Vincent BLANFORT. Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (encadré 14.1)

Irène CARPENTIER, Cirad, UMR Selmet, ICARDA, Tunis (chapitres 8, 13, 14)

Jaqueline CARVALHO PEÇANHA, Norte Brasil Consulting, Paragominas, Brésil (chapitre 10)

Jean-Daniel CESARO, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitres 2, 4)

Jean-Philippe CHOISIS, Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Christian CORNIAUX, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 4)

Darlena Caroline DA CRUZ CORREA, doctorante, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 10)

Étienne DELAY, Cirad, UMR Sens, Dakar, Sénégal (chapitre 4)

Arona DIAW, Laiterie du Berger, Dakar, Sénégal (chapitre 4)

Guillaume DUTEURTRE, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (introduction, chapitres 2, 13, 14, conclusion)

Louis-Axel ÉDOUARD-RAMBAUT, Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Serena FERRARI, Cirad, UMR Selmet, ISRA, Saint-Louis, Sénégal (chapitre 4)

Aymen FRIJA, ICARDA, Tunis, Tunisie (chapitre 5)

Jean-Yves GAMBOTTI, INRAE, UMR Selmet, Corte, France (chapitre 11)

Moctar GAYE, ISRA (Institut sénégalais de recherches agricoles), LNERV, Dakar, Sénégal (chapitre 4)

Lucile GARÇON, INRAE, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 11)

Myriam GRILLOT, INRAE, UMR Agir, Toulouse, France (chapitre 6)

Djaklessam HAIWANG, IRED (Institut de recherches en élevage pour le développement), N'Djamena, Tchad (chapitre 7)

Charlotte HEMINGWAY, IRD, UMR G-EAU, Montpellier, France (chapitres 3, 13)

Alexandre ICKOWICZ, Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 4)

Clément JACQUET, doctorant Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Jacques LASSEUR, INRAE, UMR Selmet, Montpellier, France (introduction, chapitres 13, 14, conclusion)

Anne LAUVIE, INRAE, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 11)

Huyen LE THI THANH, NIAS, Hanoi, Vietnam (chapitre 2)

Alice LE TROUHER, doctorante Cirad, UMR Selmet, Hanoi, Vietnam (chapitre 2)

Pauline LÉCOLE, Institut Agro Montpellier, Center for Environmental Economics (CEE), Montpellier, France (chapitre 6)

Claire LESGOURGUES, stagiaire INRAE, UMR Selmet, École d'ingénieurs de Purpan, France (chapitre 11)

Véronique LUCAS, INRAE, UMR Bagap, Rennes, France (chapitre 6)

Sergio MAGNANI, INRAE, UMR Selmet, UMR Sens, France (chapitres 9, 13, 14)

Maëva MIRALLES-BRUNEAU, Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Marc MORAINE, INRAE, UMR Innovations, Montpellier, France (chapitre 6)

Jean-Pierre MÜLLER, Cirad, UMR Sens, France (chapitre 4)

Bondoro OUYA, CNRD (Centre national de recherche pour le développement), N'Djamena, Tchad (chapitre 7)

René POCCARD-CHAPUIS, Cirad, UMR Selmet, Embrapa, Paragominas, Brésil (introduction, chapitres 10, 13, 14, conclusion)

Charline RANGÉ, Gret, UMR Prodig, Paris, France (chapitre 12)

Jair Valerio RIPARDO, JD JAIR, Paragominas, Brésil (chapitre 10)

Laurent RUIZ, INRAE, UMR SAS, Rennes, France (chapitre 3)

Julie RYSCHAWY, INRAE, UMR Agir, Toulouse, France (chapitre 6)

Fabien STARK, INRAE, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitres 6, 13)

Mahamat Zene Wadji TASSI, Université de N'Djamena, Tchad (chapitre 7)

Tiago TEIXEIRA DA SILVA SIQUEIRA, Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Pavel TOS, Stagiaire Cirad, UMR Selmet, Montpellier, France (chapitre 2)

Ibra TOURÉ, Cirad, Dakar, Sénégal (chapitre 7)

Jonathan VAYSSIÈRES, Cirad, UMR Selmet, Saint-Pierre, La Réunion, France (chapitre 1)

Mathieu VIGNE, Cirad, UMR Selmet, Antananarivo, Madagascar (chapitres 1, 3, encadré 13.1)

Tous les sites Internet mentionnés dans cet ouvrage ont été consultés en janvier 2025.